

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 3985 - Jeudi 21 Octobre 2021 - Prix : 200 Fc

DIALOGUE NATIONAL :

L'opposition met de l'eau dans son verre



Photo d'archive

ÉDUCATION

**Le bulletin unique sera appliqué
dès cette année**

LIRE PAGE 3


ETUDES À L'ÉTRANGER

**Les étudiants comoriens en Guinée
plaident pour un consulat**

LIRE PAGE 4

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

OCTOBRE ROSE



MAMMOGRAPHIE
- 50 %*
+ 50 ans ou une gêne au sein?
Pensez au dépistage

- MEROZI -
CIM (Dr Sohmih)

- MUTSAMUDU -
Polyclinique Spécialisée
Quartier Lanza
Dr Kader Said Ali

*Le dépistage précoce
sauve des vies*

* Du 5 octobre au 5 novembre la mammographie est à
18 000 kmf à Moroni et 20 000 kmf à Mutsamudu

CÉRÉMONIE OFFICIELLE DE LA NAISSANCE DU PROPHÈTE

Le Mufti de la République appelle à la cohésion nationale



La cérémonie officielle de la naissance du prophète Mouhamad a eu lieu lundi dernier en présence du chef de l'Etat, des membres du gouvernement et les trois gouverneurs des îles. Dans son prêche, le Mufti de la République appelle les politiciens de se réunir pour le bien du pays. Aboubacar Djamilalil insiste, versets coraniques à l'appui, sur l'importance de la paix et la sérénité dans un pays musulman comme le nôtre.

La nuit du lundi 18 octobre à mardi marquait le 11e jour du mois lunaire Rabil-Awal. Une foule immense est venue assister au Maoulid officiel. Après la lecture de quelques versets du Saint Coran, le Mufti de la République a pris la parole et focalisé son prêche sur l'importance de l'uni-

té et de la stabilité dans le pays. D'après lui, les Comores ont eu la chance d'avoir une paix naturelle avant d'être préservée par les ancêtres. « Cette paix doit être bien encadrée et préservée afin de la léguer aux futures générations », préconise-t-il. Ce dernier appelle les hommes politiques à se réunir pour le développement du pays. « Si vous voulez réellement le développement de ce pays, il faut que vous vous rassembliez », souhaite-t-il.

Il a pris l'exemple des anciens présidents, en citant notamment Saïd Mohamed Cheikh et Saïd Ibrahim et d'autres. « Chacun avait son parti politique bien sûr puisque ils voulaient chacun le pouvoir, mais cela ne les empêchait pas de s'asseoir ensemble pour une question d'ordre national. J'aurais aimé que vous soyez comme eux, que l'intérêt général

prime sur toute autre chose », poursuit-il. Pour lui, les querelles doivent être derrière nous. « Je vous conseille de cesser vos querelles pour être ensemble afin que nous puissions bâtir notre pays », martèle-t-il, avant d'ajouter que « si vous êtes unis, Dieu nous aidera ».

Pour sa part, le premier président de l'Université des Comores Damir Ben Ali, a dans son mot de remerciement interpellé la justice et la classe coutumière d'être plus sérieux dans leur travail afin de remettre de l'ordre, la paix et la sérénité dans le pays. Avant le dernier chapitre des prières réservé au président de la République, Houzaimat Bachar qui vient de l'île de Mayotte, a fait vibrer l'assistance par la lecture de certains versets du coran.

Ibnou M. Abdou

SOCIÉTÉ

La Bic-Comores octroie un chèque de 3 millions à l'ACCF

À travers le ministère de la santé, la Bic-Comores a accordé un chèque de 3 millions et des kits informatiques à l'Association Comorienne de lutte contre le Cancer chez la Femme (ACCF). Un geste salué par la ministre de la santé Loub Yakouti qui permettra à beaucoup de femmes défavorisées de se faire dépister.

Les nouveaux gérants de la Bic-Comores group AFG, multiplient leurs œuvres sociales en faveur de la cohésion sociale, en apportant leur soutien au secteur de santé. Lundi 18 octobre dernier à travers le ministère de la santé, la Bic-Comores a remis un chèque de 3 millions fc et du matériel informatique à l'Association Comorienne de lutte contre le can-

cer chez la femme (ACCF). Ce don permettra d'accompagner la campagne baptisée « Octobre Rose » mais aussi aider les femmes défavorisées à se faire dépister. « Ces deux dernières années, nous vivons dans une situation sanitaire très compliquée. Car la pandémie de Covid19 a tout basculé et rétrogradé le monde en termes de développement. Il y a aussi le cancer du sein, une maladie qui a fait perdre la vie à des centaines des femmes. C'est pour cela, que nous avons apporté un chèque de 3 millions et des ordinateurs fixes, pour l'ACCF », annonce Gervais Atta directeur de la Bic-Comores.

De son côté, la ministre de la santé Loub Yakouti a salué le geste d'Atlantic groupe, qui montre combien il s'intéresse au quotidien des

comoriens. « Je suis particulièrement sensible à ce geste qui permettra à beaucoup de femmes de se faire dépister. En effet, le meilleur traitement du cancer du sein c'est le dépistage précoce. J'ose espérer que vous saurez continuer encore à accompagner notre ministère dans son volet social », avance-t-elle. La ministre a profité de ce moment pour saluer le formidable travail effectué par le directeur général de la BIC dans notre pays. « Il est pour moi un frère un ami et comme je considère le Côte d'Ivoire comme une deuxième patrie, je garde une sympathie particulière à la population ivoirienne », dit-elle.

Quant à la présidente de l'ACCF, elle montre que le plus important, c'est la transparence de ces aides financières. « Il faut dans



un en premier temps dépister les femmes à court de moyens. Comme d'habitude, les aides c'est pour ceux qui n'ont pas des moyens suffisants. Donc, nous devons faire en sorte d'identifier les plus nécessiteuses pour qu'elles en soient bénéficiaires

», avance Zahara Toyb Abdallah présidente de l'ACCF. Elle a tenu à remercier la Bic-Comores, Telma et tous les partenaires qui apportent toujours leur soutien à notre cause.

Nassuf Ben Amad

6ÈME CONGRÈS DU SNPC

Moussa Mfoungouliyé reconduit à son poste de Secrétaire général

Le syndicat national des professeurs comoriens (SNPC) son 6ème congrès à Fomboni. Moussa Mfoungouliyé et son équipe sont reconduits à leurs postes respectifs pour un nouveau mandat de 4 ans. Seul le poste de secrétaire général adjoint est occupé par une nouvelle tête en la personne de Mohamed Maanfou.

C'est à l'Alliance française de Fomboni à Mohéli que le syndicat des professeurs s'est réuni en congrès de deux jours du lundi 18 au mardi 19 octobre. C'est un rendez-vous tournant entre les îles tous les 4 ans et qui a pour objectif de brosser le bilan des activités réalisées et le bilan financier. Il est aussi question d'examiner les statuts et règlement intérieur, élaborer un plan d'action avant l'élection des nouveaux membres du bureau

exécutif. La dernière assemblée s'est tenue à Anjouan en 2016.

Cette rencontre a pu regrouper plus de 100 congressistes. « Il s'agit ici de porter un regard sur les textes

réglementaires, et procéder à des révisions des statuts et règlement intérieur mais en même temps, poser le jalon de la nouvelle politique par rapport aux nouvelles orientations

du SNPC » explique Moussa Mfoungouliyé, celui qui sera reconduit à son poste de secrétaire général national après élection, comme tous les autres membres de son équipe. C'est seul Mohamed Maanfou qui a fait sa nouvelle entrée en tant que secrétaire général adjoint.

Pour atteindre les objectifs fixés à travers ce 6ème congrès, trois commissions thématiques ont été formées. Une commission pour la révision des statuts et règlement intérieur, une deuxième commission pour réfléchir sur le projet d'orientation et d'une plateforme revendicative à soumettre aux congressistes. La troisième commission avait pour objet inédit de plancher sur un code de déontologie pour les enseignants. « C'est un code qui va essayer de déterminer les normes, les modalités et l'éthique professionnelle ainsi que la conduite que l'enseignant doit adop-

ter par rapport à son travail vis à vis de ses élèves et de la société en général » précise le secrétaire général. Quant au bilan financier, le bureau réélu a présenté 30.395.423 francs de recettes dans le compte de ce mouvement syndical.

Il est à noter qu'à Mohéli, contrairement à Ngazidja et Ndzuani, plusieurs enseignants n'ont pas adhéré au SNPC. « Il n'y a pas d'autre mouvement susceptible de revendiquer leurs droits en dehors du mouvement syndical » déclare aux enseignants non syndiqués, Moussa Mfoungouliyé qui n'a pas manqué de rappeler l'augmentation opérée sur les salaires « même si c'est peu » dit-il, de tous les autres fonctionnaires de l'État grâce aux revendications du syndicat des enseignants.



Congrès SNPC.

Riwad

DIALOGUE NATIONAL :

L'opposition met de l'eau dans son verre

La réponse du chef de l'État Azali Assoumani à l'opposition sur le dialogue national que Beït-Salam appelle de ses vœux est jugée globalement « positive » par le porte-parole du Front commun.

Si il est trop tôt pour dire que l'opposition qui a beau rejeter l'appel au dialogue national change son fusil d'épaule, l'on peut déduire aux vu des dernières réactions qu'elle met de l'eau dans son verre. En effet, les opposants à Azali Assoumani, qui jusqu'ici voulaient un dialogue qui se focaliserait plutôt sur son départ car, estiment-ils, « son mandat a pris fin depuis le 26 mai 2021 », sem-

blent avoir réalisé que cette stratégie n'est pas payante. En décidant de reconnaître le Front commun et sa participation au dialogue national, on peut dire qu'Azali Assoumani a réussi à s'attirer les faveurs de ses adversaires. « Vous avez choisi de répondre au nom d'un Front commun des forces vives contre la dictature, une structure qui n'a pas été conviée à ce dialogue. Néanmoins, le cadre du dialogue que j'ai personnellement initié reste ouvert à tout regroupement politique et si celui-ci incarne l'opposition nationale, je me réjouis de votre réponse », a écrit le chef de l'État dans sa lettre adressé à l'opposition, le 13 octobre.

Ce à quoi réagit le porte-parole du Front commun contre la dictature, soit la coalition de l'opposition. Si Ibrahim Abdourazak Razida dit regretter que le chef de l'Etat ne souhaite pas à ce que la question de l'Accord cadre de Fomboni soit évoquée, il n'en reste pas moins qu'il salue la reconnaissance du Front commun : « Du point de vue du contenu, je peux dire que c'est déjà positif car il reconnaît avoir écrit à deux partis (le Juwa et l'UPDC, Ndlr) mais il a eu une réponse du Front commun et que celui-ci peut prendre part au dialogue. Mais la positivité on l'attend aussi dans les faits », devait-il admettre non sans prudence. Pour autant, l'opposition ne

reconnait d'Azali ni légalité ni légitimité, mais force est de constater que le point d'achoppement de ce dialogue reste dorénavant sur les thématiques, et donc le fond et non la forme. « Il a fait savoir que le sujet sur l'Accord de Fomboni ne doit pas être évoqué. Cela ne peut se passer comme ça car nous sommes dans le principe de la présidence tournante. Lequel principe relève de cet Accord et surtout que c'est sur cette base qu'il a été élu en 2016 et il faut aussi rappeler que pour nous, il n'a aucune légitimité et que son mandat a pris fin depuis le 26 mai 2021 ».

Il poursuit : « Je n'oserais pas dire que l'ensemble de l'opposi-

tion n'ira pas ou non au dialogue mais on a nos conditions et nos propositions », devait-il nuancer. Si dialogue il doit y avoir, le porte-parole de l'opposition exige la participation de l'Armée nationale de développement, avec laquelle l'opposition a des comptes à régler. « Si nous en sommes arrivés là, il faut remettre en cause l'intervention et le comportement de l'Armée. Donc discuter entre politiques sans l'Armée ça n'aurait aucun sens car celle-ci doit être avertie par rapport à ses missions et à ses erreurs au risque qu'aux prochaines élections tout tourne au vinaigre ».

A.O Yazid

ÉDUCATION

Le bulletin unique sera appliqué dès cette année

Avant de céder la place à Djanffar Salim, l'ancien ministre de l'éducation nationale Moindjié Mohamed Moussa avait plusieurs projets parmi lesquels l'introduction du Shikomori dans le programme d'enseignement, la mise en place d'un bulletin unique pour les écoles privées et publiques puis l'harmonisation de la série A2. Et le bulletin unique sera mis en application dès cette année scolaire 2021-2022.



Malgré les contestations de certains établissements privés concernant l'application du bulletin unique, ce projet sera mis en exécution cette année par le ministre de l'éducation nationale. A travers plusieurs interventions à la presse concernant ce projet, l'ancien ministre de l'éducation nationale Moindjié Mohamed Moussa a toujours parlé d'une stratégie de lutte contre les

falsifications des bulletins scolaires. Pour les écoles privées, elles contestent les procédures administratives liées à la conception du document. Une initiative appuyée par la coordination des écoles privées. « Le projet du bulletin

unique détruit l'image des écoles privées, dès lors que chaque bulletin porte l'identité respective de l'établissement (nom et symbole). Alors que le bulletin unique portera l'insigne du ministère de l'éducation et tous les établissements

auront cette année le même bulletin par la forme », regrette Soidriddine Youssouf, le directeur de la coordination des écoles privées.

Pour cette année également, les enseignants des classes primaires publiques ne seront pas autorisés à enseigner dans les écoles privées. C'est un projet également initié par l'ancien ministre. Ceux qui enseignent dans les écoles privées ne doivent pas également enseigner dans les écoles publiques. Mais le projet va débiter cette année par les enseignants du primaire, ensuite ceux du secondaire.

Il y a également le projet d'introduction de la langue nationale (Shikomori) dans l'enseignement. Ce projet est toujours en cours. Sauf que le ministre ne se prononce pas encore sur la possibilité de commencer cette année. Le projet débutera dans les classes du primaire. En tout cas vers 2023, le

Shikomori sera appris à l'école comme les autres langues. Lors de l'annonce de ce projet en mars dernier, Mohamed Moussa a souligné l'importance d'une telle décision car même si nous tous parlons en Shikomori, une poignée de gens saurait comment écrire en langue nationale.

Quant à la question de la série A2, des rumeurs courraient selon lesquelles, l'ancien ministre voulait supprimer la série. Car la série A2 est basée sur l'apprentissage des langues surtout la langue arabe. Alors que depuis que le niveau baisse, certains élèves étaient orientés vers la série A2. Cependant l'ancien ministre avait jugé importun d'orienter un élève avant d'arriver en seconde. Ainsi, c'est en seconde que l'élève fera un choix concernant la série. Il est fort probable que le projet commence cette année.

Kamal Gamal

COVID-19

Douze patients au CHRI de Fomboni et un patient à Samba

La covid-19 fait son retour après plusieurs mois d'accalmie. Le site de prise en charge de Fomboni compte douze patients, tandis que celui de Samba Kouni a enregistré un patient samedi 16 octobre.

Jusqu'à hier mercredi 20 octobre, douze personnes sont encore hospitalisées au CHRI de Fomboni. Et quatre autres viennent d'être guéris. Aujourd'hui, l'île de Mohéli porte un cumul de 30 cas actifs depuis le 29 septembre à nos jours. Et dans ce lot figure trois médecins et trois infirmiers. À Ngazidja, un agent de sécurité d'un bateau originaire de l'Inde est en ce

moment hospitalisé à Samba après avoir été testé positif à la covid-19.

Une situation difficile pour le pays qui a avait réussi jusqu'à ce mois d'octobre à obtenir une accalmie des cas de la covid-19. Difficile de savoir si c'est le variant delta qui sévit ou non puisque le pays n'a pas fait de séquençage depuis 7 mois. Selon une source médicale, les mesures de prévention et contrôle des infections (PCI) ne sont pas bien respectées en milieu hospitalier, ce qui a causé la contamination du personnel soignant à Mohéli, pourtant le pays dispose d'une stratégie nationale.

En outre, les mesures barrières s'appliquent faiblement dans le

pays et ils sont nombreux à circuler en ville sans masques sous prétexte qu'ils sont vaccinés. Alors que la vaccination n'empêche pas la circulation du virus mais limite seulement les formes sévères de la maladie. À titre d'exemple, sur 28 cas dépistés, il y a trois jours à Mohéli, 22 ont été vaccinés. Les autorités du pays appellent la population à la vigilance et à la vaccination afin de se prémunir contre les formes graves de la covid-19. Pour mémoire, le pays a réussi jusqu'à présent à vacciner environ 22% de sa population, ce qui le place au 5e rang en Afrique.

Andjouza Abouheir



Site de prise en charge des patients Covid-19.(Photo d'archive)

ETUDES À L'ÉTRANGER

Les étudiants comoriens en Guinée plaident pour un consulat

Le manque d'un représentant diplomatique en Guinée Conakry se fait ressentir. Pour pallier à leurs nombreuses difficultés d'ordre administratif et universitaire, les étudiants comoriens en Guinée Conakry plaident pour l'ouverture d'une représentation diplomatique dans ce pays.

Seuls sans représentant ni consul, les étudiants comoriens en Guinée Conakry font face à des nombreuses difficultés d'ordre universitaire et administratif. Un problème qui ne risque pas de se régler de sitôt vu que le gouvernement ne fait pas de ce problème une priorité. Le président de l'association des étudiants comoriens en Guinée, Nourdine Ibrahim fait savoir que la vie estudiantine en Guinée a considérablement

changé et appelle le gouvernement à nommer un consul pour faciliter leurs démarches. À titre d'exemple, les frais universitaires sont passés de 150 euros à 600 euros. Ce n'est pas tout. Pour avoir un visa, il faut non seulement faire le marathon mais il faut avoir le bras long et une poche bien pleine pour l'obtenir. « Je m'en souviens encore comment la vie était facile mais la situation se dégrade de plus en plus. Les frais universitaires sont exorbitants sans oublier le visa qui coûte 65 euros au lieu de 20 euros et même jusqu'à 200 euros pour toutes les démarches », déplore-t-il.

Face à ce dilemme, les 400 étudiants plaident encore pour la mise en place d'un représentant en Guinée qui pourra résoudre leurs problèmes. « Nous avons eu un échange avec le ministère des affai-

res étrangères ainsi que la délégation présidentielle lors d'une mission gouvernementale en Guinée. Nous avons envoyé une commission auprès du ministère. Hélas, nous sommes dans les promesses et la vie ne cesse de se compliquer pour nous. C'est pour cela que nous relançons encore notre doléance auprès du gouvernement car nous sommes l'avenir du pays, surtout que nous misons sur l'émergence », poursuit celui qui n'arrive toujours pas à comprendre pourquoi l'ex-président Ikililou Dhoinine n'a pas pu faire grand chose, pourtant c'est un ancien étudiant en Guinée.

Rappelons que ce n'est pas la première fois que ces étudiants connaissent des moments difficiles. Lors de la covid-19 en 2020, ces malheureux étudiants avaient lancé un cri d'alarme au gouvernement,



puisque 7 d'entre eux étaient porteurs du virus. Selon toujours notre interlocuteur, le gouvernement avait par la suite remis une enveloppe de 10 millions de nos francs pour les

prémunir contre la pandémie. Un geste louable qui restera gravé à jamais dans leurs cœurs.

Andjouza Abouheir

POLITIQUE

Des jeunes d'Anjouan en atelier de réflexion sur le dialogue national

Des jeunes anjouanais ont organisé un atelier de réflexion sur le dialogue national prôné par le président Azali. Selon eux, le dialogue est aussi pour les jeunes et ça sera l'occasion pour présenter un mémorandum qui résumera leurs doléances.

"Le dialogue national c'est aussi notre affaire", lit-on dans une banderole signée « jeunesse anjouanaise ». Suite à l'appel du président de la République pour un dialogue inclusif, un groupe prétendant parler au nom de la jeu-

nesse anjouanaise, a embrassé l'initiative et organisé un atelier de réflexion pour échanger sur plusieurs thèmes. Présente lors de cette rencontre, la vice-présidente de l'assemblée nationale, Hayda Nourdine et le directeur des Aéroports des Comores, Yasser Ali Assoumani ont apprécié l'idée. « L'idée est très bonne, appréciée et copiée par les jeunes de Mohéli et ceux de la Grande Comore. C'est le pays qui gagne en cohésion sociale », souligne Yasser Ali Assoumani. Les participants ont échangé sur plusieurs thématiques dont les conditions pour des élec-

tions libres et transparentes, les réformes et la réorganisation de l'opposition ainsi que la réorganisation de la CENI. Et les travaux de groupes ont pour objectif de dégager un mémorandum à présenter au dialogue.

La représentante de la Grande Comore, Miriam Issa juge positive l'initiative et dit remercier le président Azali d'avoir initié cette idée très bénéfique pour l'avenir du pays. « Ce pays est à nous et il nous appartient », dit-elle. Du côté mohélien, on se dit déjà sensibilisé sur le dialogue. « C'est une très bonne initiative. Les ateliers et la

stratégie adoptée nous ont donné une façon de voir les choses et surtout un élan pour aller faire la même chose à Mohéli », montre Nadia Chamsidine, la représentante de Mohéli, avant d'ajouter « j'ai eu une expérience capitale. Les trois îles sont là et travaillent ensemble pour la réussite de cette partie ».

Des représentants des îles ont pris part pour s'imprégner de la méthodologie afin de pouvoir aller faire la même chose à Mohéli et à la Grande Comore les week-ends prochains. Le draft des conclusions n'est pas encore bouclé. On

peut toujours proposer, affiner, rendre solide et inclusive la stratégie. Les propositions exposées sur place ont ouvert des brèches et des travaux seront poursuivis dans les commissions pour renforcer et toiler les documents finaux. A rappeler que des centaines des jeunes de tendances différentes ont répondu présents à ce rassemblement à caractère politique. Une occasion pour sensibiliser à l'adhésion massive à la CRC, le parti au pouvoir.

Nabil Jaffar

SOCIÉTÉ

Pour éteindre un feu à Fomboni, le camion incendie doit attendre l'aval de Moroni



Le domicile du Dr Kadafi et de son beau-père le laborantin major Djaza a pris feu lundi dernier. La sécurité civile a été appelée à temps mais elle n'a pas de camion-citerne incendie. Le seul camion dont elle dispose, a été réquisitionné par l'Aéroport des Comores au niveau de l'île. Mais ce dernier doit avoir l'autorisation de Moroni pour permettre de sauver des vies et des biens à Fomboni. Ce qui a pris du temps et n'a finalement servi à rien.

Il était 9h 30 mn de ce lundi 18 octobre lorsque le feu a été aperçu à l'étage du domicile de Dr Kadafi au quartier Salamani-I Fomboni à quelques mètres seule-

ment de chez Bandi. La sécurité civile a été appelée en urgence et n'a pas tardé à arriver mais sans camion incendie, ni aucun autre dispositif de lutte contre le feu. Ces pompiers se sont joints aux voisins et autres personnes venues de partout pour tenter de maîtriser l'incendie avec les moyens de bord.

L'on apprendra des sources de la sécurité civile que la directrice de l'Aéroport de Mohéli aurait refusé de donner le camion sans l'autorisation de son chef hiérarchique depuis Moroni. Laquelle autorisation a été finalement donnée 1h de temps après. Lorsque ce fameux camion est arrivé sur place, il a été reçu par des huées et a été chassé par la population, l'incendie étant déjà

maîtrisé.

L'origine de l'incendie, selon un proche de la famille, serait un court-circuit survenu dans la chambre à coucher dans laquelle tout est parti en fumée. Aucun objet n'a pu être sauvé. Heureusement, il n'y a pas eu de perte humaine mais des dégâts matériels énormes. La question que beaucoup se pose ici, est de savoir le rôle que joue ce service de sécurité civile dans de telles circonstances, si cette institution ne dispose pas d'un camion-citerne d'incendie. Ou encore si le fait d'attendre l'aval d'un chef pour autoriser un camion-citerne à aller sauver des vies et des biens est légal ou humain.

Riwad

BIODIVERSITÉ

Clôture de la 1ère partie de la Conférence des NU sur la biodiversité

La première partie de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité s'est terminée vendredi dernier et a ouvert la voie à l'adoption du cadre mondial de la biodiversité post-2020 à la reprise de la réunion en 2022.

Avec la participation de près de 2918 délégués à Kunming en Chine et 2478 se connectant en ligne, la première partie de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (COP-15) s'est achevée aujourd'hui, ouvrant la voie à l'adoption d'un cadre mondial de la biodiversité à la reprise de la réunion au printemps 2022. Le segment de haut niveau de deux jours de la conférence (12-13 octobre), qui s'est ouvert avec l'annonce par le président chinois Xi Jinping du Fonds pour la biodiversité de Kunming de 1,5 milliard de yuans (environ 233 millions de dollars), a vu l'adoption de la Déclaration de Kunming, où les parties à la Convention sur la diversité biolo-

gique (CDB) se sont engagées à négocier un cadre mondial efficace pour la biodiversité pour l'après-2020, capable d'infléchir la courbe de la perte de biodiversité.

Le cadre historique, qui doit être adopté à la reprise de la Conférence des NU sur la biodiversité en mai 2022 à la suite de nouvelles négociations formelles en janvier 2022, donne une orientation politique claire pour ces négociations. Parmi les initiatives et les engagements importants introduits au cours de la réunion figuraient l'annonce par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, qu'ils accéléreront le soutien financier et technique aux gouvernements des pays en développement pour se préparer à la mise en œuvre rapide du cadre mondial de la biodiversité post-2020.

De plus, l'Union européenne a annoncé qu'elle doublait les finan-

cements externes pour la biodiversité. Le président français Macron a engagé 30% des fonds climatiques à être utilisés pour la biodiversité, le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a annoncé qu'une part importante de son financement accru pour le climat sera consacrée à la biodiversité, le gouvernement du Japon a annoncé une extension de 17 millions USD de son Fonds japonais pour la biodiversité et une coalition d'institutions financières, avec des actifs de 12 000 milliards d'euros s'est engagée à protéger et restaurer la biodiversité à travers ses activités et ses investissements.

Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique, a déclaré : « Avec la conclusion de la première partie de la COP-15, nous avons franchi une étape cruciale vers l'écriture d'un nouveau chapitre pour notre planète et pour nos sociétés ». La réunion a également vu la Chine assumer le



Elisabeth mrema Secrétaire exécutive de la CDB.

rôle de présidence de la COP-15, l'adoption d'un budget intégré intérimaire pour 2022 pour la Convention, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages, et un rapport d'avancement des co-présidents du Groupe de travail à composition

non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Par ailleurs, de nombreux acteurs non étatiques ont participé à la réunion, assurant une bonne participation d'un large éventail de parties prenantes.

Mmagaza

COVID-19 :

Les gardes-malades appelés au dépistage

3000 tests chaque mois pour faire face à la covid-19, c'est l'objectif du CHN El-Maarouf. Les patients et les gardes malades sont appelés à un dépistage afin de protéger les malades ainsi que les soignants.

Devant la presse samedi 16 octobre dernier, la direction du CHN El-Maarouf a fait une mise au point sur la gestion de la covid-19 au sein de l'hôpital. Le docteur Azhar Soilihi au côté du chargé de communication et la surveillante général du CHN, a expliqué que l'hôpital a mis en place depuis peu une nouvelle stratégie pour faire face à la pandémie de Covid-19 afin d'assurer la prise en



charge des patients et le bon déroulement de la vaccination. Selon ce médecin, la direction générale se veut rassurante. Et dans sa stratégie, il est exigé aux malades et gardes malades de faire le dépistage de la

covid-19. Un moyen plus sûr, qui permet de mieux lutter contre la pandémie. « Cette méthode permet de mieux protéger nos malades mais aussi de situer les critères des personnes malades, s'ils sont

asymptomatique afin de les accompagner au plus vite. Le service est capable de réaliser 3000 tests chaque mois », précise-t-il.

En ce qui concerne la vaccination, la secrétaire générale Djamilia Omar fait savoir que le site de l'hôpital a des procédures claires. Avant de faire la vaccination, les personnes sur place ont le devoir de faire le dépistage pour s'assurer que la personne est en forme avant injection. « L'hôpital est choisi également comme un site de prise en charge pour accueillir les personnes présentant des formes graves après le vaccin. Cette prise en charge obligatoire a été mise en place par les autorités sanitaires afin de limiter les dégâts et de veiller à la sûreté

de la population et bien évidemment les effets secondaires moins atténués sont gérés par les districts régionaux », souligne celle qui n'a pas manqué de conscientiser une fois de plus la population. « La Covid-19 est avant tout une maladie qui attaque les voies respiratoire qui peut engendrer une détresse respiratoire potentiellement mortelle pour les cas graves, nous devons tous faire attention aux personnes exemptées de vaccination, comme les femmes enceintes, les personnes épileptiques et les allergiques ou souffrant des maladies chroniques, etc », dit-elle.

Andjouza Abouheir

LIBRE OPINION

Ndzuwani - Maore : Entre la vie et la mort

Rien n'est encore acquis en matière de lutte contre la migration clandestine vers l'île de Mayotte et le trafic de tout genre qui se profile sur les milieux marins et côtiers de cette île, et en conséquence, gagnent du terrain au détriment de bon nombre de générations. L'on dénombre au moins 6000 décès. Il ne se passe pas un jour sans qu'on parle d'un petit bateau de pêche Kwassa Kwassa de 7 mètres de long et 1 mètre de large, qui fait naufrage en haute mer au large de la côte de l'île de Mayotte, faisant des dizaines de morts, des rescapés et autres personnes portées disparues, dont la plupart sont des femmes enceintes. Paix à leur âme. D'après les informations recueillies sur place, le bateau appartient à un citoyen d'origine comorienne, qui est le chef opérateur et propriétaire du bateau. Des bateaux de fortune n'ayant pas de licence professionnelle en

transport maritime, y font des va-et-vient incessants entre Anjouan et Mayotte, incluant même des bateaux de pêche dits de première classe transportant clandestinement des passagers au risque de leur vie pour gagner Mayotte, en espérant trouver une vie meilleure souligne un citoyen responsable.

Le réseau de ce trafic a toujours existé depuis un certain temps. Cela a débuté bien avant le visa Balladur instauré en 1995, qui encadre la circulation entre l'île et ses voisins. Il s'agira entre autre de transporter des marchandises suspects et des Zébus dans les Kwassa Kwassa venant d'Anjouan et à présent s'étend à chaque fois que le soleil se lève pour le transport des personnes et non des marchandises. Les Comores et surtout la France devront travailler main dans la main pour trouver des solutions pérennes afin de stopper ce genre de trafic, car il

s'agit sans doute d'un trafic d'êtres humains. Un business qui rapporte beaucoup à ce qu'il paraît parce qu'il faut payer la traversée, qui va coûter aux passagers au moins 150 000 FC soit 350 euros et le transport de luxe pour VIP est de 250.000 FC soit environ 500 euros pour rejoindre Mayotte.

Ceci dit, il n'y a pas des passeurs qui tirent des ficelles pour se faire de l'argent facile dont la seule destination est leurs poches. Et pourtant pour pallier à cette situation, les avis vont diverger, il y a ceux qui insistent sur la nécessité de développer sur place les activités économiques qui se traduisent par la création d'emplois et la stabilité politique, il y a ceux qui insistent sur la lutte contre le trafic illicite en mer projettent la stratégie suivante : Des activités de prévention et de sensibilisation. L'arrivée des personnes de tous les âges et Africains qui rêvent de l'île



Mayotte, comme étant l'eldorado. Ces immigrés sans papier, qui n'ont quasiment aucune marge de manœuvre pour obtenir un titre de séjour, ou se faire soigner et avoir des papiers 'français' n'est pas chose facile, se retrouvent malheureusement entre deux eaux troubles. En tout cas, nous ne sommes pas en guerre civile, fort heureusement mais seulement en crise économique et politique permanente.

Salim Maabad

FOOTBALL

La FCF à la rescousse des équipes de football de Mohéli

140 ballons et autres équipements sont distribués lundi dernier aux équipes de football de Mohéli. Un don octroyé par la Fédération de Football des Comores (FFC) en collaboration avec la Fédération Française de Football (FFF). La cérémonie de remise à eu lieu à la salle multifonctionnelle de Fomboni.

Le président de la Fédération de Football des Comores (FFC) accompagné de ses homologues de la Fédération Française de Football et certains membres de son bureau notamment le secrétaire général se trouvaient à Fomboni ce lundi pour remettre des kits sportifs à la ligue de football de Mohéli, pour les remettre à leur tour, aux équipes de football de l'île.

Toutes les équipes de la première division ont reçu chacune cinq ballons, celles de la deuxième division 3 ballons et la troisième divi-

sion 2 ballons. Les équipes des moins de 17 ans et celles des moins de 15 ans ont reçu quant à elles, une paire de maillot chacune, 10 paires de chaussures et 10 paires de chaussettes. « Ce geste symbolique rentre dans le cadre du programme de soutien technique de la fédération comorienne de football », explique Badrane Abtoihni le président de la ligue de football de Mohéli.

Pour aller de l'avant, selon les responsables, la FCF en collaboration avec la FFF compte mettre le paquet pour rehausser la qualité du jeu dans le pays. Un projet de construction d'un terrain de football à Mohéli est de ce fait envisagé par cette amitié e FFF/FCF. « Un projet de construction d'une académie de football est en phase d'étude afin d'améliorer la qualité du jeu de football dans l'île », avance le président de la fédération comorienne de Football Said Ali Said Attoumane.

Riwad



Prières aux heures officielles Du 21 au 25 Octobre 2021

Lever du soleil:

05h 39mn

Coucher du soleil:

18h 05mn

Fadjr : 04h 27mn
Dhouhr : 11h 56mn
Ansr : 15h 20mn
Maghrib : 18h 08mn
Incha : 19h 22mn



La Gazette des Comores

BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

SWR-TV

SMART-WAITING-ROOM

LA TELEVISION DES ENTREPRISES

1^{er}
RÉSEAU D'AFFICHAGE
DYNAMIQUE DES
COMORES.
GRANDE COMORE-ANJOUAN-MOHELI
BIENTÔT EN FRANCE

✓ PUISSANCE
✓ RENTABILITÉ

NOUVEAU

EN PARTENARIAT AVEC **Al-watwan**ET **La Gazette**
des ComoresRETROUVEZ LES GRANDS TITRES
DE LA PRESSE COMORIENNE SUR SWR-TV

RETROUVEZ - NOS ECRANS:



ET BIEN D'AUTRES ENDROITS...

+269 345 55 50

Moroni-Dawedjou
Bâtiment ancienne GYMNASSE

JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE CANCER

Dépistage et Sensibilisation du cancer du sein au mois d'Octobre 2021

accompagne l'Association Comorienne contre le Cancer
chez la Femme (ACCF).